

PLAN DE TRAVAIL ANNUEL 2014

Axes	Objectifs prioritaires	Contexte: conditions préalables et risques	Activités	Partenaires de la coopération et liens avec d'autres processus de réforme	Calendrier	Coût USD	Source de financement
CADRE LEGAL DES INDUSTRIES EXTRACTIVES	Mettre en place une politique de divulgation des informations sur le secteur des Industries Extractives en cohérence avec la norme ITIE 2013	Absence d'une politique claire et exhaustive de divulgation des informations sur les IE Un arrêté ministériel du Ministre des mines rend obligatoire la publication des paiements effectués par les entreprises minières Cet arrêté porte sur une publication partielle d'informations et ne concerne que le secteur des mines	Organiser un atelier des parties prenantes pour la définition de la politique et des stratégies de la publication régulière et ponctuelle des informations sur les industries extractives (Liste d'informations prioritaires en levant les options sur la publication des informations encouragées par la Norme ITIE, sources, mise à jour ...)	GMP	Janvier	25 000	GOUV
	Doter le pays d'un cadre légal qui promeut le transparence et la bonne gouvernance et qui garantit la fiabilité des données	Le code des hydrocarbures est en cours d'examen au Parlement et le code minier en cours de révision Absence de lois sur la transparence et l'accès à l'information Un Decret du Premier Ministre rend obligatoire la publication de tous contrats portant sur les ressources naturelles.	Organiser des ateliers d'élaboration et de validation des drafts des projets de lois	OSC, PARLEMENTS	Avril	42 000	GOUV
			Mener le plaidoyer pour l'accélération de la finalisation et de l'adoption des lois au Parlement ainsi que des textes d'application en veillant à l'intégration des clauses relatives à la divulgation des informations, la publication des contrats, les règles claires sur les relations financières entre le Gouvernement et les Entreprises appartenant à l'Etat (notamment la répartition des revenus contractuels)	PARTIES PRENANTES	Mars à Décembre	15 000	GOUV

		Non application de certaines lois	Vulgariser les lois sur le secteur extractif et sensibiliser à leur application	PARTIES PRENANTES	Janvier à Décembre	55 000	GOUV
						137 000	
TRANSPARENCE DES CONTRATS, LICENCES ET PROPRIETE REELLE	Renforcer les mécanismes de publication régulière et ponctuelle de tous les contrats et leurs avenants, ainsi que des registres des licences et de la propriété réelle	Il existe un decret du Premier ministre sur la publication des contrats portant sur l'exploitation des ressources naturelles. A ce jour, cette publication des contrats est partielle et non ponctuelle. Seul le registre des licences minières sont publié par le CAMI mais n'est pas mis à jour régulièrement	Mettre sur le site de l'ITIE et des ministères des mines et des hydrocarbures tous les contrats, conventions, accords, avenants et leurs annexes.	MIN.MINES, MIN.HYDRO, CAMI, GMP	Janvier à Décembre	15 000	PART
			Actualiser régulièrement et publier le registre des licences et des propriétaires réels sur le site du CAMI (pour le secteur minier) et du ministère des hydrocarbures (pour le secteur pétrolier)	MIN.MINES, MIN.HYDRO, CAMI, GMP	Janvier à Décembre	15 000	PART
			Assurer le suivi auprès des ministères concernés de la publication sur leur site des contrats, registres des licences,	MIN.MINES, MIN.HYDRO, CAMI, GMP	Janvier à Décembre	15 000	GOUV
			Encourager la divulgation par les Entreprises des listes de leurs propriétaires réels	CTCPM, CAMI,,SG HYDRO, GMP,ESES	Janvier à Décembre	35 000	GOUV
			Elaborer un formulaire pour la publication des propriétaires réels des Entreprises.	CTCPM, CAMI,SG HYDRO, GMP,ESES	Janvier à Décembre	15 000	GOUV
						95 000	
PRODUCTION DES STATISTIQUES	Renforcer le système de production et de publication régulière et ponctuelle des statistiques fiables	Les statistiques sont disparates, incomplètes, peu fiables et parfois inexistantes pour les secteurs miniers, pétroliers et gaziers	Organiser un atelier (ou un groupe de travail) d'identification complète des sources d'informations requises par la norme ITIE	MIN MINES, HYDRO, AFE, DIV MIN, DIV HYDRO, ESES	Janvier	15 000	PART
			Organiser un atelier d'harmonisation des normes de collecte des statistiques	OCC, INS, AFE, OGEFREM	Février	25 000	GOUV

			Sensibiliser toutes les entreprises, AFE et entités publiques à la tenue des statistiques de production et vente des produits pétroliers et miniers, d'emplois, les prix	MIN MINES, HYDRO, AFE, DIV MIN, DIV HYDRO, ESES	Mars à Décembre	80 000	PART
			Elaborer les formulaires de déclaration des statistiques de production et de vente des produits miniers, pétroliers et gaziers, d'emplois, ...	COMITE EXECUTIF	Février	35 000	GOUV
			Encourager une étude d'évaluation de la quantité du gaz associé à la production du pétrole pour démontrer le potentiel de production de l'énergie(usage alternatif)	COMITE EXECUTIF, MIN HYDRO, ESES	MAI	15 000	GOUV
			Elaborer les formulaires de déclaration des statistiques des paiements sociaux, des chiffres de l'emploi et des exigences de contenu local	COMITE EXECUTIF	AVRIL	15 000	GOUV
							185 000
PRODUCTION ET PUBLICATION DU RAPPORT ITIE	Divulguer les informations sur les IE conformément aux exigences de la norme ITIE	Difficulté de respecter le délais de production du rapport Difficulté de définir le périmètre Fiabilité des données collectées pour le rapport ITIE	Elaborer et adopter les Termes de Référence pour l'étude de cadrage et pour la Conciliation des données du rapport ITIE 2012	GMP	Février	0	GOUV
			Recruter un Cabinet indépendant pour l'étude de cadrage et pour la Conciliation des données du rapport ITIE 2012	GMP	Mars	100 000	MDTF

Mener une étude sur la couverture de l'exploitation minière artisanale dans les Provinces du Nord Kivu, Sud Kivu, Katanga et Maniema (Production, certification et traçabilité, flux financiers)	GMP, CONSULTANT?, ST	Mars à Décembre	100 000	GOUV
Mener une étude sur la couverture de l'exploitation forestière dans les Provinces du Bandundu, Equateur et Province Orientale (Production, commercialisation, traçabilité, flux financiers)	GMP, CONSULTANT, ST	Mars à Décembre	75 000	GOUV
Assurer la mise à jour de la cartographie des entreprises Minières et pétrolières	CAMI, MIN MINES, MIN HYDRO, SG HYDRO, OSC, CE	Janvier à Décembre	20 000	GOUV
Acquérir un logiciel de collecte de données	MIN BUDGET, MIN FINANCES, CE	Janvier à Mars	200 000	GOUV
Organiser la distribution et le ramassage des formulaires de collecte de données par le Conciliateur	GMP, ADM.IND	Avril	0	GOUV
Assurer la conciliation des données	GMP, ADM.IND	Juillet	0	GOUV
Organiser un atelier d'analyse du draft du rapport 2012 par les parties prenantes	GMP, ADM.IND, OSC, AFE, Entreprises	Aout	18 500	GOUV
Adopter et publier le Rapport 2012	GMP	Aout	34 350	MDTF
			21 350	PART
Traduire le Rapport 2012 en anglais	ST	Aout	4 500	MDTF
Produire la synthèse du rapport 2012 en version française et anglaise (Traduction et impression)	ST	Aout	10 000	PART

			Traduire et imprimer les synthèses du Rapport 2012 en langues nationales	ST	Septembre	4 500	PART
						588 200	
Gestion des revenus	Permettre à la RDC d'assurer le meilleur suivi de la de l'affectation des revenus issus des industries extractives(Traçabilité)	Difficulté de retracer tous les revenus des industries extractives au niveau des AFE, des Banques commerciales et de la Banque Centrale Mecanisme de transferts infra nationaux non transparents Faible répartition des revenus et des charges entre le pouvoir central, les provinces et les ETD Faible accès du public aux informations sur la gestion des fonds transférés aux provinces et aux ETD Faible capacités de gestion des fonds transférés au niveau des ETD	Mener une étude sur l'affectation et les transferts infranationaux des revenus extractifs	GMP Un Consultant	Janvier-Février	15 000	GOUV
			Organiser un atelier d'échanges sur les formulaires de déclarations au rapport itie	ESES, AFE, OSC	Février	15 000	GOUV
			Organiser un atelier sur les mécanismes de tracabilité des revenus du secteur extractif	AFE, BANQUES COM, BCC et AGENCES EN DOUANES, IGF, COUR DES COMPTES, MIN PORT	Janvier-Février	15 000	GOUV
			Elaborer le formulaire de Collecte des informations sur l'affectation des revenus du secteur extractif	COMITE EXECUTIF	Janvier-Février	84 300	PART
			Organiser un atelier sur les mécanismes de transfert infranationaux	GOUV,GOUV PROV, AFE, ETD, BCC, COUR DES COMPTES ET IGF	Janvier-Février	18 000	PART
COMMUNICATION SUR L'ITIE ET RENFORCEMENT DES CAPACITES DES PARTIES PRENANTES	Promouvoir et renforcer le débat public autour des revenus du secteur extractif	Faibles connaissance et appropriation du processus par la population	Assurer la dissémination des Rapports ITIE	OSC, PRESSE,UNIVERSITES, PARLEMENT ET ASSEMBLEES PROV	Octobre	90 000	GOUV
	Faire connaître le processus ITIE à une frange importante de la population	Faible communication sur le processus	Produire un Plan Stratégique de Communication (avec l'accompagnement d'un consultant)	BM, PRESSE, OSC	Avril	4 500	MDTF
			Organiser des ateliers de validation du PSC par les parties prenantes	BM, PRESSE, OSC	Avril	25 000	MDTF
			Mettre en œuvre le Plan de Stratégique de Communication (PSC)	ST, OSC	Mai à Décembre	131 150	MDTF
			Organiser des ateliers de formation des parties prenantes sur la communication	-	Juin à Aout	10 000	GOUV

	Rendre les parties prenantes capables de comprendre et suivre la mise en œuvre du processus	Faible connaissance de la fiscalité du secteur extractif par les parties prenantes	Organiser des ateliers de renforcement des capacités des parties prenantes sur la fiscalité du secteur extractif	OSC, AFE, MIN FINANCES, GMP, ESES	Mars à Mai	35 000	PART
		Faible vulgarisation de la norme ITIE 2013	Organiser des ateliers de renforcement des Capacités des parties prenantes à la norme ITIE 2013 et des Journées ITIE	PARTIES PRENANTES	Janvier à Décembre	45 000	MDTF
			Organiser des ateliers de renforcement des Capacités des Comités des Parties Prenantes en Provinces à la norme ITIE 2013	OSC, IND EXT, GOUV	Janvier à Décembre	35 000	PART
			Organiser un atelier de renforcement des Capacités de la Cour des Comptes, BCC, de l'IGF, CSP, AFE, ACB et de la Direction du Trésor Public à la mise en œuvre de l'ITIE	CC, BCC, IGF, CSP, AFE, ACB, DTO	Mai	30 000	PART
			Organiser des ateliers des Capacités des Parlementaires au Niveau National et des Assemblées Provinciales à la mise en œuvre de l'ITIE	Parlement et assemblées provinciales	Mai à Décembre	82 500	PART
	Rendre les parties déclarantes à l'ITIE capables d'utiliser le logiciel de collecte des données	-	Organiser des ateliers de renforcement des Capacités des Agences financières nationales et provinciales et des Entreprises extractives à l'utilisation du logiciel de collecte des données	AFE, IE	Avril	0	GOUV
Permettre aux acteurs des médias de comprendre le processus afin de mieux véhiculer l'information	Faible vulgarisation de la norme ITIE	Organiser des ateliers de renforcement des capacités des médias de Kinshasa et des Provinces à la norme ITIE 2013	PRESSE	Janvier à Décembre	25 500	MDTF	
						513 650	

PERENISATION DE L'ITIE	Adapter et rendre public les textes régissant le fonctionnement de l'ITIE-RDC	Decret créant et organisant le fonctionnement de l'ITIE en RDC n'est plus adapté et est en cours de révision	Achever la révision du décret portant organisation et fonctionnement de l'ITIE-RDC	GMP	Janvier	0	GOUV
		-	Réviser le Règlement Intérieur (Termes de références) du GMP et publier conformément à la norme 2013	GMP	Janvier	5 000	GOUV
Renforcer et rendre durable le financement de l'ITIE	Insuffisance des moyens affectés pour la mise en œuvre de l'ITIE Forte dépendance envers les partenaires au développement pour le financement de la mise en œuvre de l'ITIE		Mener le plaidoyer auprès du Ministère du Plan et des parlementaires pour doter le ITIE-RDC des crédits suffisants dans le budget de l'Etat	GMP	Janvier	0	GOUV
			Mener le plaidoyer auprès des entreprises extractives pour soutenir financièrement l'ITIE de manière significative	GMP	Janvier à Décembre	0	GOUV
			Mener le plaidoyer auprès du Gouvernement pour doter l'ITIE-RDC d'un bâtiment devant abriter ses bureaux	GMP	Janvier à Décembre	0	GOUV
			Mener une étude sur l'impact de la mise en œuvre de la Norme ITIE en RDC	GMP, CONSULTANT, ST	MAI-JUIN	200 000	PROMINES
						205 000	
SUIVI ET EVALUATION DE LA MISE EN ŒUVRE DE L'ITIE	Renforcer le suivi et évaluation de la mise en œuvre de l'ITIE	Faible suivi du processus de mise en œuvre par le GMP	Elaborer un plan de suivi-évaluation du plan de travail annuel	GMP	Janvier	10 000	GOUV
		Evaluation du processus par une seule partie prenante, la SC ; faible prise en compte des recommandations des ateliers d'évaluations des OSC ; faible mise en œuvre des recommandations des rapports ITIE antérieur	Organiser des ateliers périodiques d'évaluation du Processus par les parties prenantes	GMP	Mars, Juin, Septembre, Décembre	60 000	GOUV

		Faible suivi du processus de mise en œuvre par le GMP	Organiser les réunions du GMP (Comité National de l'ITIE-RDC)	CN	Janvier à Décembre	352 400	GOUV
		Faible suivi des activités du ST par le GMP	Organiser des évaluations périodiques des activités du ST par un consultant indépendant	GMP	Juillet	9 000	GOUV
						431 400	
COORDINATION DU SECRETARIAT TECHNIQUE	Renforcer la gestion financière du ST	-	Elaborer/réviser le manuel des procédures de l'ITIE	GMP, ST	Octobre	12 000	GOUV
			Renforcer/Organiser l'audit des comptes de l'ITIE	GMP, ST	Mars	30 000	MDTF
	Renforcer les capacités organisationnelles et institutionnelles et assurer le fonctionnement du Secrétariat Technique	Retard de paiement des engagements et salaires Difficultés de fonctionnement	Assurer la rémunération régulière du personnel du Secrétariat Technique et des Antennes (ST)	GMP, ST	Janvier à Décembre	1 020 000	GOUV
			Assurer les frais de fonctionnement du ST	GMP, ST	Janvier à Décembre	95 000	MDTF
			Mettre à niveau le personnel du ST et des AP	GMP, ST	Janvier à Décembre	50 000	PART
			Assurer la supervision des antennes	GMP, ST	Janvier à Décembre	90 000	PART
						1 297 000	
TOTAL GÉNÉRAL						3 599 550	
TOTAL PAR SOURCE DE FINANCEMENT							
GOUVERNEMENT				2 318 900	64%		
PARTENAIRES				585 650	16%		
PROMINES				200 000	6%		
MDTF				495 000	14%		

3 599 550































